FOOTBALL

DES INFORMATIONS LAISSENT ENTENDRE UNE «RÉACTION MUSCLÉE» DE LA PART DE LA CAF

Tahmi crie sa révolte et annonce : «on a été abusé»

● Les officiels algériens ne digèrent pas la gifle qu'a infligée la CAF au football algérien, et à l'Algérie officielle en entier. Après le surprenant appel au calme lancé par Mustapha Berraf, le président du COA, qui a demandé aux Algériens d'oublier la débâcle en tournant la page et avancer (vers quelle direction ?), hier c'était au tour du ministre des Sports, Mohamed Tahmi de reprendre la «guerre» lors d'un point de presse organisé à l'initiative de l'ONJSA (Organisation nationale des journalistes sportifs algériens).

Un rendez-vous programmé avant le déplacement du ministre algérien des Sports au Caire pour défendre le dossier algérien pour l'organisation de la CAN-2017, faut-il le préciser. Hier, devant un parterre garni de journalistes, le Pr Tahmi a paru désabusé même si ces propos semblaient empreints d'une certaine prudence. Comme si l'officiel algérien avait été briefé sur les éventuelles conséquences des déclarations impromptues envers l'instance de Hayatou.

En effet, des échos seraient parvenus du Caire avançant que la CAF restait à l'écoute des réactions algériennes concernant l'échec du dossier algérien pour l'attribution de la CAN-2017. Des membres du comité exécutif de la Confédération africaine auraient, ainsi, sollicité de leur président, le Camerounais Issa Hayatou, la convocation d'une réunion d'urgence du CE pour étudier les dernières réactions jugées «incendiaires» de certains responsables et des médias algériens. Une telle «menace» serait-elle derrière le changement de ton, opéré par le ministre algérien des Sports ?

Hier matin, en tout cas, le Pr Tahmi n'a pas été tendre pour dénoncer la manière avec laquelle la Confédération africaine de football opère, notamment quand il s'agit de départager les concurrents pour l'organisation de ses compétitions inter-nations. «Il n'y a pas de transparence au niveau de la CAF», a d'abord indiqué le ministre des Sports qui a admis que «tout s'est joué d'avance» pour que le Gabon soit désigné comme pays d'accueil de la 31e édition de la CAN. Révolté, M. Tahmi s'est jeté, toutefois, une «fleur» en affirmant que la candidature de l'Algérie a «mis à nu un dysfonctionnement» au sein de la Confédération africaine de football. Et de confier que malgré la solidité du dossier présenté par l'Algérie et les garanties que celui-ci offrait pour le bon déroulement de la compétition en Algérie, que la CAF avait fait son choix bien avant le rendez-vous du 8 avril dernier.

Photo : DR

Déçu, Tahmi avouera que l'Algérie a été «abusée». «On a été abusé (...). Certes, nous avions eu auparavant des échos que le Gabon allait être choisi comme pays hôte, mais nous avons tenu à rester dans la course, après avoir réagi puis reçu des garanties de la CAF que le scrutin allait se dérouler dans les règles. Finalement, ça n'a pas été le cas», avouera celui qui pense cette défaite «ne va pas nous détourner de la droiture et du respect des lois». Avant d'évoquer «un combat qu'il faut mener de manière intelligente» pour débusquer les tricheurs de la CAF.

Tahmi tentera une esquisse de ce que sera la prochaine étape qu'empruntera son département au sujet de cette affaire. «Je sais qu'il n'y a pas de possibilité réglementaire de recours. C'est à notre Fédération de réagir, mais pas dans la précipitation. Il faudra user de moyens légaux, dans le respect des lois et de l'éthique», a-t-il dit, en s'étonnant toutefois, que la CAF se doit d'informer les pays recalés (l'Algérie et le Ghana, ndlr) des résultats du «vote» ayant conduit au choix du Gabon. «Le rapport avec les détails du vote pour l'attribution de cette édition de cette compétition africaine n'est toujours pas disponible», révélera M. Tahmi qui se rappellera, par ailleurs, que les «noms des pays organisateurs des CAN 2019 (Cameroun) et 2021 (Côte d'Ivoire) étaient connus 24h avant leur désignation». Le ministre des Sports relativisera l'échec du dossier à l'organisation de l'édition 2017 de la CAN en annonçant que «l'argent qui devait être alloué à l'organisation de cette CAN sera utilisé pour développer le sport algérien». Une (autre) promesse que le MSN espère voir se concrétiser, tant le plus gros contingent des sportifs (autres que les footballeurs) clament plus d'équité dans la prise en charge humaine, matérielle et financière de la part de l'Etat.

M. B.